

Une proposition bien modeste ¹

À Daniel et Daniel,

Avant-propos

Pour aider certains lecteurs à sonder le sérieux du texte qui précède, car il y a des gens qui veulent tout sonder même des boutades, je signalerai qu'il est inspiré par la *Proposition modeste* de Jonathan Swift, auteur des *Voyages de Gulliver*. Ce dernier, en 1729, trouva une solution ingénieuse aux problèmes démographico-économiques qui affligeaient le Royaume-Uni de son temps, à savoir le prix élevé de la viande et la multiplication excessive des catholiques en Irlande, réduits à la pauvreté la plus humiliante. Il proposa – je crains qu'en l'apprenant, on soit bientôt tenté de me dénier toute originalité – que les pères et mères irlandais puissent vendre leurs enfants, mâles et femelles, pour être transformés en rôtis, filets, et viande hachée, assurant par ce génial expédient une grande quantité de viande fraîche de bas prix à leur concitoyen et un respectable capital pour eux-mêmes. À ceux qui seraient tentés de vouloir appliquer la solution swiftienne dans le contexte québécois, je signalerai que le syndicat des agriculteurs du Québec s'opposerait à leur tentative. On peut certes déplorer à l'avance cet autre exemple du corporatisme québécois. Le plus sûr serait de composer avec la dégénérescence des mœurs et d'en revenir à la solution proposée ci-dessous,

1. Texte écrit un soir d'automne à Québec vers 1986, après avoir lu le pamphlet *Acceptation globale* de François Benoit et de Philippe Chauveau. Le texte a été légèrement corrigé.

d'autant plus qu'elle s'attaque à un problème qui est plus crucial pour le Québec d'aujourd'hui.

*

Ne consultant que mon courage et mon désir de voir se réaliser le bien commun du Québec, je fais, à l'instar du grand Jonathan Swift, cette bien modeste proposition au peuple québécois et en particulier à nos élus.

Le Québec fait face depuis près de dix ans maintenant à un problème à deux faces, l'une démographique et l'autre économique. La génération des trente ans et moins, celle de l'« acceptation globale » comme le disent deux écrivains qui se veulent comiques – mais devrait-on rire de choses aussi sérieuses –, la génération montante donc se trouve dans une impasse économique : les postes intéressants et rémunérateurs, que ce soit en éducation, dans l'administration publique ou même dans l'industrie privée, sont détenus par la génération qui précède, la mienne ; pour le dire bêtement, les trente ans et moins sont acculés à un chômage systémique ou à des emplois mal rémunérés ou dévalorisants. Par ailleurs – et c'est la seconde face du problème – la génération des trente ans et plus souffre, pour ainsi dire, d'infécondité chronique : après la revanche des berceaux, qui assurait au Québec sinon le pouvoir politique du moins une présence sur le terrain fédéral et même international, après la revanche des berceaux vint la retraite du Verseau.

Certains diront peut-être qu'après s'être bercé d'illusions *nationaleuses*, cette génération, à l'opposé de

toutes celles qui la précédèrent, s'est montrée incapable d'accomplir le devoir essentiel : faire durer le Québec ; les gens de ma génération démentaient en acte, ou plus exactement en inaction, la fierté d'être Québécois qu'il proclamait en parole. Il n'est pas question ici d'assigner le blâme aux uns ou aux autres, et je persisterai toujours à refuser d'attaquer mes sœurs et frères générationnels : nous travaillions à la découverte et à l'accomplissement de nous-mêmes au moyen des chimies inspirantes et des techniques psychologiques Nouvel Âge, avec les résultats que tous peuvent mesurer aujourd'hui ; nous travaillions à la libération du Québec et ce jusqu'au référendum. Ces deux travaux accomplis, il nous reste à nous tourner vers une dernière besogne que la trop rapide dénatalité nous impose. Sans doute voudra-t-on se moquer de nous en suggérant que nous ne sommes devenus sensibles à ce grave problème national que lorsqu'il menaçait nos emplois de professeurs, de cadres et de fonctionnaires, et les rentes que nous entendons cueillir bientôt et pour longtemps. Enveloppons ce genre de remarques dans le silence qu'elles ne méritent que trop. Mais voilà : le problème de la dénatalité, surtout quand il est compliqué par celui du blocage de la génération des moins de trente ans, a su nous émouvoir, a su toucher nos riches capacités empathiques. Il n'en reste pas moins que les solutions se sont faites rares. Jusqu'à ce jour...

Car je crois que l'issue de cette double impasse est découverte. Ce n'est pas sans un juste orgueil que je déclare l'avoir trouvée tout seul ; ce n'est pas sans une juste humilité que je me vois le porteur de cette bonne nouvelle venue de je ne sais où. Paradoxalement

– mais les grandes vérités ne sont-elles pas paradoxales? –, tout simplement – mais les grandes idées ne sont-elles pas toutes simples? –, la solution du problème démographique se trouve dans celui du problème de l'emploi des jeunes. En un mot, il s'agira de mettre la génération montante actuelle à l'œuvre pour réaliser les générations montantes à venir. Comme l'œuf de Colomb, il fallait y penser. Je laisserai aux techniciens des différents ministères le soin de développer les détails de ma modeste proposition, d'en assigner les paramètres, d'en imaginer les procédures administratives, d'en calculer toutes les généreuses retombées économiques. Je me dois cependant d'en esquisser les grandes lignes pour que la noblesse et la nécessité du projet s'imposent d'elles-mêmes aux esprits ouverts auxquels j'espère m'adresser.

Pendant les trois prochaines années, le gouvernement du Québec fera construire des ranchs, nommés *ahrèmes*, dans le nord du Québec : après Expo 67, après la Baie James, après les Jeux Olympiques, avant même la Baie James II, il faut trouver un grand projet qui sache mobiliser les énergies nationales et, du même coup, créer des emplois dans le domaine de la construction : il est tout trouvé. Ces *ahrèmes* serviront à loger les jeunes de moins de trente ans qu'on aura rassemblés là à partir de tous les coins de la province. On pourrait, par exemple, établir une prime ou indemnité de séparation pour les parents qui livreraient leurs enfants adolescents ou dans la vingtaine. Une fois établis là, ces nouveaux travailleurs de l'État seraient nourris et logés aux frais de la communauté en vue d'accomplir l'œuvre première de la nation.

Voici les trois types de tâches qui leur seraient assignées. Un dixième des mâles, nommés *atémons*, seraient choisis – par des protocoles administratifs et neutres dont le modèle québécois a le secret – pour remplir l’auguste tâche d’engrosser les femelles de moins de trente ans. Les autres neuf dixièmes seraient libérés des angoisses et de tiraillements de la sexualité – que nous connaissons bien pour les avoir vécus –, mais seraient invités à devenir les surveillants des *ahrèmes*. – À d’autres je laisse trouver le *modus invitandi*. – De ces *uneukes*, c’est le nom que je propose pour les surveillants, dépendraient l’entretien, l’administration et la police des ranchs. Il est évident, je l’espère, que les femelles joueraient le rôle de mères-couveuses de la progéniture nationale. Pour ce qui est du rapport dix à un entre les couveuses et les atémons, on comprendra sans doute que les faits psychologiques et biologiques les plus élémentaires la justifient : il ne s’agit pas ici d’un quelconque machisme rétrograde, mais d’une nécessité biologique et d’une constatation scientifique. Mes calculs, quoique imprécis j’en conviens, indiquent que si toutes les jeunes femmes en âge de véler donnaient naissance à un Québécois tous les ans pendant les quinze ans en moyenne que la femelle en est capable, il suffirait d’à peine vingt à vingt-cinq ans pour que la nation retrouve la santé démographique, que les écoles soient à nouveau remplies, que tous les systèmes gouvernementaux trouvent à nouveau une clientèle et, avantage collatéral, que le Trésor public regarnisse les coffres de l’État par les impôts que ces nouveaux jeunes paieraient. On conviendra que ce n’est pas la moindre des beautés de ce projet de résoudre du coup, et

presque sans y penser, le problème encore loin de l'entretien des jeunes vieux que nous serons alors devenus.

Malgré la justesse aveuglante de cette solution, je m'attends à entendre des objections partant de divers quartiers. Et d'abord des remarques du genre : « Ça ne se passera pas aussi facilement que monsieur Allard le prétend : on n'a qu'à se souvenir d'ONET, projet du même type qui visait à mobiliser les jeunes pour nettoyer les berges de notre grand Saint-Laurent à nous tous¹. Le regrettable égoïsme de la génération montante l'empêchera encore une fois d'embarquer dans un noble dessein d'envergure nationale, même ici où le bien commun est si évidemment en jeu. »

Je réponds à ces pessimistes par deux arguments susceptibles de leur montrer comment nous pourrions conduire les jeunes à de meilleurs sentiments. Au fond, la difficulté ne se situe pas chez les moins de trente ans, mais chez nous. Si nous nous tenons les uns avec les autres, comme durant les bonnes années de la contestation dans les rues – et qui de nous ne voudrait pas voir renaître ces jours, surtout s'il n'est pas nécessaire de descendre dans la rue –, j'affirme donc que les trente ans et moins en seront réduits à accepter toute ouverture que nous leur proposons : même des esprits aussi obtus que les leurs se rendront bien compte que nous ne leur laissons aucune autre place, et que les *ahrèmes* sont leur seule issue véritable. Je le répète : ceci suppose de notre part un esprit de corps que nous nous sommes déjà montrés capables ; il n'y a

1. Sur l'admirable ONET, on consultera par exemple <http://grandquebec.com/nouvelles-quebec/nettoyage/> .

donc aucune impossibilité politique ici. Le slogan des années '80 sera : « La révolution : sur vos dos ! ».

Ensuite, sur le strict plan politique, je rappellerai que nous sommes en majorité et que la nouvelle situation n'étant pas de nature politique et linguistique, nous pouvons compter en plus sur le vote des anglophones. Je suis persuadé que l'unité du Québec, tant souhaitée par les deux grandes communautés linguistiques, se fera sur cette question. À l'évidence, il sera peut-être nécessaire de faire quelques dernières concessions par rapport au bill 101 : par chance, nous avons en ces jours heureux, dans la vieille capitale, le gouvernement qu'il nous faut pour « ôter les irritants ». C'est à croire que tout, jusqu'au hasard, concourt à la réussite du projet.

J'entends aussi des objections d'une tout autre tonalité : plutôt que de parler de difficultés pratiques, on protestera que cette stratégie est immorale ; on parlera de Goulag sexuel, de *pornocratie* totalitaire, autant de titres accrocheurs pour les décrocheurs politiques et autres âmes sensibles. Car il y a encore parmi nous quelques esprits rétrogrades qui ne comprennent pas la logique supérieure de la raison d'État ; il va sans dire qu'ils se trouvent surtout parmi la génération des anciens, encore pris dans les filets d'une morale judéo-chrétienne dépassée, ceux que notre admirable contestation des années 60 n'a pas encore réussi à faire taire. Comme dans un premier temps, il s'agira de les circonvenir plutôt que de les éliminer, nous affirmerons donc le plus pieusement du monde qu'« au contraire, cela va promouvoir la morale ; car il s'agit ici d'un retour à une moralité sexuelle plus saine où la copulation retrouve sa fin première, où la

religion devra retrouver son impact sociologique, ce que l'État ne saurait manquer de seconder.» Certes, ce ne sera pas tout à fait faux : il est clair que la drogue, le rock'n'roll et les petites heures seront bannis des *ahrèmes* pour mieux assurer la vigueur des procréateurs, la santé des procréatrices et le nombre et la longévité ainsi des nouveau-nés. De plus, étant donné que cette génération – tout le monde le dit, tout le monde en est conscient – ne sait ni lire ni écrire, il faudra, pour la plier au bien commun, utiliser le pouvoir efficace de la croyance religieuse pour les diriger dans le droit chemin du bien commun. Mais je laisse la machinerie de l'appareil comportemental et idéologique, sa construction et son entretien à d'autres plus habiles que moi. Pour revenir à nos objecteurs arriérés, l'argumentation devrait se terminer aussi souvent que possible par quelques couplets d'une chanson de Félix Leclerc sur le pays à construire, tactique qui devrait pulvériser leurs dernières réticences.

Un dernier groupe pourrait s'opposer, mais d'une autre façon encore, à ma modeste proposition. Certains esprits scientifiques admettront l'essentiel de l'idée, mais en voulant l'améliorer. « Pourquoi employer tant de gens à cette œuvre ? En quelques années, grâce aux progrès à pas de géants de la biologie et de la médecine, nous pourrons produire des enfants à la chaîne à partir d'une matière première gardée dans des frigos de l'État.» Ce genre d'objection m'indigne, comme, je l'espère, elle indignera ceux qui auront à implanter une politique de redressement démographique. On y voit poindre cette insensibilité technocratique qui devra toujours nous indigner. N'oublions jamais qu'il s'agit de

régler deux problèmes à la fois : ceux du désœuvrement des moins de trente ans et de la dénatalité. Il s'agit d'offrir aux jeunes une dignité qu'ils n'auront que grâce à leur implication dans la grande œuvre nationale. Faisons leur confiance : ils ne nous décevront pas.

Comme on le voit, je ne suis pas insensible aux objections qui sauront fuser d'un peu partout. On me concédera, je le sais, qu'elles ne sont que peu valables en elles-mêmes, mais il n'empêche qu'elles pourront avoir un impact sur certains esprits plus faibles parmi les nôtres, ou plus traditionnels parmi les vieux qui ne sont pas encore disparus. En ce dernier cas, la résistance prévisible de certains éléments de la population sera une occasion de bouter hors les derniers assis de la génération précédente, frères des écoles chrétiennes, jésuites et autres bonnes sœurs de la charité. De quoi percevoir à quel point le présent projet s'enracine dans les idéaux des années '60. Quelle occasion pour nous de retrouver les énergies adolescentes de ces années de rêve !

Les avantages multiplient sous ma plume à mesure que j'écris, signe de la fécondité – c'est le cas de le dire – de mon plan. J'en signale un dernier : les couveuses et les atélons pourront nous fournir une matière de choix pour tester nos différentes théories pédagogiques. Car nous n'avons pas abandonné l'espoir d'éviscérer l'ancienne civilisation et ses antiques moyens de transmission pour mieux la remplacer par une toute nouvelle psychopédagogie. De plus, on doit prévoir, comme je l'ai déjà dit, que certains éléments tenteront de résister sous divers prétextes à l'inévitabilité de nos desseins. Voilà encore une autre matière première d'expérimentation. Je

prévois donc que les années à venir seront l'âge d'or de la théorisation pédagogique et psychologique, grâce à la masse impressionnante des données que nous saurons accumuler. Pour le signaler, je propose dès aujourd'hui qu'on renomme le ministère de Monsieur Ryan : le ministère de la rééducation et des sciences appliquées. Mais il est temps de cesser de rêver, quelque délicieux que cela puisse être.

Sans doute ai-je trop longtemps hésité – peut-être trop diront les alarmistes leurs tables de prédictions démographiques en main –, sans doute ai-je trop longtemps hésité avant de m'avancer sur la place publique, ma modeste proposition en main. Un fait m'a encouragé : l'élection, il y a bientôt trois ans, d'un gouvernement libéral solide et majoritaire. Je l'ai dit, je le répète. Ce gouvernement nous a démontré à plusieurs reprises que ces hommes nouveaux – sauf un, leur chef, dont j'aurais peine à dire s'il est nouveau ou bien vieux – ne souffrent pas de préjugés idéologiques quels qu'ils soient. Ils comprennent les exigences économiques et sont prêts à faire face comme des adultes aux conséquences « désagréables » qu'elles entraînent ; lucides, ils n'auront pas peur des mesures vigoureuses qui s'imposent.

Un dernier mot, et je me retire. Je crains que certains sycophantes tentent de bloquer l'acceptation du projet en attaquant le proposeur lui-même ; faisant flèche de tout bois, ils inventeront des arguments sans doute spécieux, mais souvent efficaces. Aussi je tenterai de répondre à deux objections qu'on ne manquera pas de me faire. On suggérera que je voudrais tirer quelque gloire et récompense politiques du succès qui ne manquera pas de couronner cette

utilisation rationnelle de la génération montante. Pour parer à ce genre d'insinuation de bas étage, je rejette d'avance toute reconnaissance officielle que les magistrats du peuple voudront en toute justice me prodiguer, que ce soit sur le plan fédéral ou provincial, que ce soit par l'octroi d'une médaille de l'Ordre du Québec, par l'onomastique municipale (odonymie ou oronymie ou surtout hagiotoponymie) ou par un poste dans une sinécure gouvernementale classique. On soulignera, à gauche par exemple, le profit qu'une chaîne d'alimentation, par exemple Provigo, pourrait tirer du monopole de la nutrition des nourrissons qui ne tarderont pas de se multiplier dans les centres de détention; c'est pourquoi je refuse d'avance toute nomination à la présidence de la prochaine « Société des boires ». J'espère que ce geste taira les insinuations. Car il n'est pas question ici de mon bien-être personnel, mais du salut public.

Ensuite, tactique plus sournoise, on ne manquera pas de suggérer qu'en vendant mes quatre filles à l'État, je tirerai le double profit de ne plus avoir à déboursier pour les éduquer, les nourrir ou les habiller, mais tout au contraire de toucher la prime mentionnée plus haut. De crainte que ce genre d'argument de bas étage puisse faire son effet sur l'opinion publique ou même sur les esprits de nos élus qui sont pourtant les premiers qui pourront voir la logique et la raison politique de mon projet, de crainte de voir le fruit de cette inspiration avorté ainsi, je renonce d'avance à tous les avantages susdits: je garderai mes quatre filles chez moi sans demander au gouvernement de m'aider à les éduquer, les nourrir et les habiller; je souffrirai de les voir grandir autour de

nous avec toutes les pénitences, les pertes, les joies, les sacrifices et les dangers que cela suppose. En voyant tout ce que j'abandonne, en voyant l'importance du labeur que je m'impose, on mesurera peut-être la force de mon désir de voir ce projet réalisé dans un avenir rapproché. Seul dans mon cœur règne le Québec que moi-même et les membres de ma génération avons eu le génie et la force de construire, et que nous mènerons maintenant à terme...

*

Le sens d'Une Proposition bien modeste

Un ami m'a demandé quelle était mon intention en écrivant et ma « Proposition bien modeste ». Pour toute réponse, je lui ai demandé s'il avait bien ri. C'est la seule réponse que je devrais donner ; je condamne donc à l'avance ce que je fais maintenant. On a toujours mauvaise grâce d'expliquer une plaisanterie : si on n'a pas ri, l'explication ne fera pas rire, et le rire doit faire partie du sens à tirer ; si on a ri, c'est qu'on a saisi l'essentiel du comique et donc du sens, et alors le travail de l'élucidation du sens est à peu près vain. Se taire dans ces circonstances, voilà qui est sage.

Ceux qui me connaissent savent que je sais énoncer les beaux principes, mais que trop souvent ma vie de tous les jours dément ce que je pense et proclame. En cela, je ne crois pas faire figure d'original. Mon manque de sagesse pratique se montre en particulier quant à l'humour : je ne puis jamais m'empêcher d'expliquer une farce ; car elle est bien tenace l'illusion de pouvoir pallier à mes défauts

comme conteur à coup de gloses et de distinctions. Si on veut être charitable, on mettra mon acharnement de commentateur au compte d'un désir, mal placé, de mettre les choses au clair. Le même désir, mais en plus malhabile, qui m'a fait imaginer et conter l'histoire originelle...

Donc, quel est le sens de ma modeste proposition? C'est d'abord un aveu de malaise: la malaise d'un coupable ou d'un menteur. J'ai toujours préféré m'imaginer ayant raison. Or il me semble que, par le biais de ma génération et en raison de certains choix qui me sont bien propres, j'ai tort dans les faits, quelque clairvoyant que je sois par ailleurs. Malgré la bonne volonté que je puis avoir pour tel ou tel individu de la génération qui me suit, malgré la conviction que j'ai que comme groupe, ces jeunes de trente ans et moins ne sont pas plus bêtes que nous l'étions et qu'ils sont plus souvent qu'autrement réalistes que nous ne le serons jamais, malgré tout cela, je n'échappe pas à l'évidence qu'il y a loin de la coupe des bons sentiments aux lèvres de la pratique. Bien souvent, la justice dans l'âme et les intentions nous justifient à nos yeux d'être injustes dans le corps et les faits. Or pendant la rédaction de ma *Proposition bien modeste*, il ne me suffisait plus de me gargariser de quelques vagues formules de soutien, d'une bonne tape d'encouragement dans le dos, du début d'une larme discrète et d'un profond soupir d'impuissance: j'étais en colère pour de bon contre moi et les miens. C'était déjà un progrès de voir non seulement la réalité en face, mais de sentir aussi l'égoïsme monstrueux dont je suis l'allié de fait.

Mais l'explication ne suffira pas ; elle est presque aussi obscure que le texte qu'elle est supposée éclairer : expliquons l'explication. La situation dans laquelle se trouvent les moins de trente ans est sérieuse, pour ne pas dire tragique. On me l'accordera, non sans protester : « Mais pourquoi autant de férocité ? Pourquoi ne pas proposer des solutions concrètes à cette situation ? Pourquoi, au lieu, exploser dans un texte frémissant d'indignation, qui se prétend ensuite comique ? » Parce qu'il me paraît indécent de nous voir étaler nos grasses chairs au soleil de notre propre assurance pendant que d'autres, qui il y a quelques années étaient nous, se heurtent au béton armé des réalités économiques et démographiques désespérantes. L'avenir est bouché pour plusieurs de nos concitoyens pour nulle autre raison que notre existence satisfaite.

Certes, nous ne sommes pas responsables à proprement parler de cette situation. Mais nous n'avons pas droit de nous en détacher, de nous fermer les yeux : les autres sont encore moins coupables. Il est plus facile d'envoyer quelques dollars et beaucoup de sympathie à des Éthiopiens que de changer le sort de personnes qui nous entourent tous les jours. Au fond, malgré ce qu'il nous reste de discours sympathisants, nous ne voulons rien savoir de ces gens gênants ; ils nous menacent : nous les excluons d'une façon ou de l'autre.

À ce malheur objectif, s'ajoute que ces jeunes personnes ne peuvent pas profiter d'un air du temps qui sache les consoler au moins sur le plan subjectif. Jamais je n'ai cru que ma génération n'avait pas son plein droit d'existence ; jamais je n'ai pensé que je

n'aurais pas un jour ma juste part du gâteau économique ; et les faits m'ont vite donné raison : j'ai tout de suite su me placer les pieds, et me les placer dans le domaine de mon choix. Ce luxe de sécurité, car en ces temps c'est un luxe, nous le supposons comme un dû. Nous ne voulons pas savoir qu'il y a d'autres gens pour qui l'existence est marquée par l'incertitude professionnelle et économique, quand elle n'est pas un cul-de-sac certain. Que cela ait lieu entre nous et un pays du Tiers Monde, passe encore. Mais ces vérités qui se construisent à partir d'un contraste continu entre deux générations d'une même société, qui se targuent de solidarité, sont en dernière analyse un scandale. Car ces vérités, nous les taisons. Et qu'on ne me dise pas que c'est pire ailleurs ; avec des arguments de ce genre, on justifie le mal à nos portes sans pour autant se donner la peine de guérir celui qui est loin. En dernière analyse, ma protestation s'élève contre notre indifférence, contre mon indifférence.

Je reprends mon explication encore une fois. C'est pour mettre une fin à ce silence moral que j'ai écrit ma « Proposition bien modeste ». D'autres de mes miens ont parlé avec colère des données objectives : sociologiques, politiques, démographiques de la situation, ou, moins bien encore, avec condescendance, du sort des moins de trente ans. Puisque le public n'a pas été vraiment touché par ces reportages, analyses et livres, il faut craindre que les journalistes, les universitaires et les écrivains eussent besoin d'un coup de main, eussent besoin d'un texte plus percutant qui réussisse à toucher, voire à heurter, comme leurs mots à eux n'avaient pas réussi à le faire. De plus, j'ai pensé pour ma part que le mal se situait bien moins dans un

système politique, économique, social ou autre, que chez des êtres humains qui, un par un et en groupe, prenaient des décisions quotidiennes fondées sur un silence coupable, sur une occultation de leur propre responsabilité. En d'autres mots, le seul espoir véritable est, à mon avis, de voir s'opérer un revirement moral. Et s'il faut pointer du doigt, il faut nous viser, moi et les miens ; s'il faut dénoncer, ce sont moins les structures qu'une volonté d'utiliser les aménagements administratifs pour éviter d'être touché par l'autre, moins la faiblesse et l'incapacité des cadres qu'une facilité déconcertante à récupérer tous les discours et tous les individus pour laisser l'essentiel intact, moins les défauts hors de soi que ceux dont nous sommes tissés. Et l'indignation qui m'anime est d'autant plus vive que le tort est plus près de moi, qu'elle m'habite et touche tout ce que je fais, tout ce que je suis.

Ce type de discours ne saura éviter d'être miné par toutes sortes de questions portant sur mon horizon, sur le non-dit qui anime ma protestation, sur l'innocence et la simplicité du point de vue qui est le mien. « Peut-on supposer que la décision des individus soit opérante en vérité ? Peut-on supposer que soit éthiquement, ontologiquement, épistémologiquement défendable un point de vue comme le tien qui suppose qu'il y a un bien et un mal, et que le mal se situe du côté d'une majorité qui écrase, du poids bien-pensant de son inertie, une minorité ? Peut-on croire qu'il soit encore possible aujourd'hui de tenir des discours aussi simplistes après que – et ici il s'agit de mettre le nom de son philosophe, intellectuel ou scribouilleur préféré – après que Lui-même a parlé ? » Répondre à ces longs et savants discours serait sans doute nécessaire, et peut-

être intéressant, si nous avons le temps ; mais il s'agit ici de l'action et non d'une perfection intellectuelle qui n'a jamais intéressé ni servi que les déjà nantis. Qu'on me comprenne bien : j'accueillerai toujours une réflexion qui s'efforce de nous ramener plus près de nous et de la nécessaire moralité de notre action ; mais trop souvent les discours servent d'abord à taire les discussions ou à oublier ce que nous sommes et, surtout, ce que nous devons faire. Une sagesse qui ne soit que sagesse et jamais action n'est plus humaine.

« Mais que fait le problème de la dénatalité là-dedans ? » C'est que là aussi l'Occident en général, et cette partie de l'Occident qui me tient à cœur : le Québec, font face à un problème pratique humain grave. Certes, il est moins grave à court terme, mais plus grave à long terme. Mais l'une et l'autre question est laissée dans un silence pratique qui me désespère quant à la qualité morale de ma génération. Il me semble aberrant que le Parti québécois, par exemple, durant ses derniers mois au pouvoir ait refusé de regarder le problème en face et d'en faire un thème politique. Sans doute craignait-on de se voir accuser de crypto-fascisme, de ce qu'un de nos politiciens fédéraux à appeler le malheureux tribalisme du peuple québécois. Pourtant, quand on dit que le Québec est une société distincte, qu'on dit que cette société distincte a le droit d'exister et d'exister de la façon la plus énergique possible, il faut accepter de parler de démographie, en ces jours où ce même Québec est en train de se dissoudre purement et simplement. Nous avons des argents pour la survie culturelle, nous n'avons rien pour la survie tout court. Mais nous n'en sommes pas à une lâcheté près dans le dossier de la

prise en charge du Québec par lui-même. Et je quitte des dossiers où je n'ai vraiment aucune compétence, où tout ce que je voulais c'était de dénoncer un silence.

Car je l'admets bien haut et fort : je ne sais pas plus qu'un autre ce qu'il faut faire. Je serai prêt à soutenir toute solution qui me semble s'adresser aux problèmes, que cela vienne de la droite ou de la gauche, des fédéralistes ou des indépendantistes, d'un fonctionnaire du gouvernement ou d'un poète. J'accepterais même que nous refusions d'en parler entre nous, que nous refusions de prendre les moyens et, comme il me semble presque certain, de faire les sacrifices nécessaires – on appelle cela faire des choix de société. Si c'est là la décision du Québec, soit. Mais je voudrais que ce silence soit parole malgré tout. Avouons-nous-le une bonne fois : nous n'avons pas, nous n'avons jamais eu le courage d'aller au bout d'un projet, nous ne sommes que des rêveurs égoïstes et faibles. Nous n'avons donc rien à faire ? Je ne le crois pas. C'est la source de l'espoir et du rire qui anime mon premier texte. Je ne suis ni misanthrope, ni cynique, ni désespéré : la satire est là pour éveiller, autrement je me tairais. Que ferons-nous de cette occasion ? Je ne le sais. J'espère, voilà qui est certain.

Mais je me sens tout de suite obligé d'ajouter pour être honnête une question et sa réponse : « Ferons-nous quelque chose ? Je crains que non. » C'est sans doute la source dernière de mon rire. Ai-je besoin d'ajouter que c'est un rire triste, et pourtant un rire sans tristesse ?